PROMOTION INTERNE – **Conditions d'accès**

Cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine

Références :

- Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 39.
- Décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale.
- Décret n° 91-843 du 2 Septembre 1991 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine.
- Décret n° 91-844 modifié du 2 Septembre 1991 portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux de conservation du patrimoine.

Conditions à remplir au 1er janvier de l'année :

1. **Agents concernés** :

   Assistants de conservation principaux de 2ème classe ou **assistants de conservation principaux de 1ère classe**, titulaires.
   Spécialité :

   - archives
   - musées

2. **Conditions d'ancienneté :**

   Justifier de **10 ans de services publics** effectifs accomplis en qualité de titulaire **dont 5 années** au moins en position d'activité ou de détachement dans le cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

Quota :

1 recrutement au titre de la promotion interne pour **2 recrutements** intervenus dans l'ensemble des collectivités et établissements affiliés à un Centre de Gestion, de candidats admis au concours interne ou externe ou de fonctionnaires du cadre d'emplois (mutations, détachements, intégrations directes et titularisations de personnes en situation d'handicap au terme de leur contrat), à l'exclusion des nominations intervenues à la suite d'une mutation à l'intérieur de la collectivité ou de l'établissement ou de l'ensemble des collectivités et des établissements affiliés au Centre de Gestion.

.

NB : L'inscription sur la liste d'aptitude au titre de la promotion interne ne peut intervenir qu'au vu des attestations établies par le CNFPT précisant que l'agent a accompli, dans son cadre d'emplois d'origine, la totalité de ses obligations de formation *de* professionnalisation *pour les périodes antérieures*.